



Numéro PPQ/9322

mardi 1 septembre 2015

Les grands titres:

- Syrie : l'ONU appelle à combler le fossé grandissant entre besoins humanitaires et ressources disponibles
- Ukraine : sur fond de reprise des combats, le HCR parvient enfin à acheminer de l'aide
- Menacée de « dé-développement », Gaza pourrait devenir inhabitable d'ici 2020, selon l'ONU
- Yémen: l'ONU s'inquiète de la forte augmentation des victimes civiles
- Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne une attaque meurtrière contre une base de l'AMISOM
- L'ONU franchit une nouvelle étape vers l'adoption du futur programme de développement
- Syrie : l'UNESCO consternée par la destruction du temple de Bel à Palmyre
- Mozambique : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste
- L'Assemblée générale de l'OMT mettra le développement durable à l'honneur

Syrie : l'ONU appelle à combler le fossé grandissant entre besoins humanitaires et ressources disponibles



1 septembre - A l'occasion de la cinquième réunion du groupe des principaux pays donateurs pour la Syrie, organisée au Koweït, le chef des affaires humanitaires des Nations Unies, Stephen O'Brien, a exhorté mardi les pays donateurs à tout faire pour tenter de combler le fossé grandissant entre les besoins humanitaires causés par la crise syrienne et les ressources disponibles pour y répondre.

« Alors que le conflit syrien rentre dans sa 5ème année, les besoins humanitaires sont plus importants que jamais », a déclaré M. O'Brien lors de cet événement, ajoutant que les combats ont causé le déplacement de 7,6 millions de personnes à travers le pays et forcé plus de 4 millions de réfugiés syriens à s'abriter dans les pays voisins.

« Un millions de personnes ont été déplacées par les violences rien que cette année, dont beaucoup d'entre eux pour la deuxième ou troisième fois, et la crise humanitaire ne fera que s'aggraver en l'absence d'une solution politique », a ajouté le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaire.

M. O'Brien a remercié les pays donateurs pour leur générosité qui a permis notamment d'apporter une aide alimentaire à 5,9 millions de personnes chaque mois depuis le début de l'année, ainsi que des soins médicaux à près 9 millions de personnes.

« Mais, alors que le conflit continue d'aggraver la crise humanitaire et sécuritaire en Syrie, les besoins humanitaire dépassent largement la réponse », a déploré le Secrétaire général adjoint, une situation en partie due, selon lui, à l'insécurité qui empêche les agences d'avoir accès aux personnes dans le besoin.

La seconde raison avancée par M. O'Brien pour expliquer le fossé entre les besoins et la réponse a trait au manque chronique de financement, alors qu'un tiers seulement des 7,46 milliards demandés pour la Syrie en 2015 ont été perçus, soit 2,38



milliards de dollars.

« Nous avons urgemment besoin que les donateurs traduisent leurs promesses en engagements fermes », a déclaré le chef de l'humanitaires des Nations Unies, mettant en garde contre les conséquences désastreuses d'un déficit de financement pour les Syriens en Syrie comme pour ceux ayant fui vers les pays voisins.

En l'absence de fonds disponibles, le Programme alimentaire mondial (PAM) a notamment été contraint de réduire de 20% son aide alimentaire et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ne dispose pas des 185 millions de dollars dont il a besoin pour scolariser 1,6 millions d'enfants syriens.

Ukraine : sur fond de reprise des combats, le HCR parvient enfin à acheminer de l'aide



1 septembre - Alors que les combats font rage dans l'est de l'Ukraine, au mépris du cessez-le-feu en vigueur, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi être parvenu à acheminer en août de l'aide humanitaire dans les zones sous le contrôle des forces non-gouvernementales.

Malgré les violents affrontements au nord de Donetsk, dans et autour de la ville de Horvlika, dont le mois d'août 2015 a été le cadre, le HCR a réussi pour la première fois depuis plusieurs semaines à fournir une aide humanitaire aux habitants de Horvlika ainsi que dans les régions voisines de l'est de l'Ukraine, a déclaré un porte-parole de l'agence, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève.

Depuis le début du conflit en 2014, environ 40% de la population de Horvlika a quitté la ville, qui ne compte plus désormais que 150.000 habitants, a précisé le porte-parole, précisant que 260 tonnes de matériaux pour abris et articles de premiers secours ont été acheminés au moyen de 13 camions du HCR avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM) et de partenaires locaux.

« Malgré l'accord de cessez-le-feu signé en février 2015, les combats qui sévissent depuis le début du mois d'août autour de Horvlika ont endommagé des zones résidentielles et forcé les résidents à se retrancher dans les sous-sols de leurs maisons détruites », a déploré M. Edwards, indiquant que plus de 1.200 maisons privées ont été détruites par les bombardements dans la ville.

Selon les autorités locales, plus de 260 immeubles de plusieurs étages ont été endommagés, dont 17 hôpitaux et 82 écoles et jardins d'enfants. Six ponts routiers et près d'un quart des installations de chauffage de la ville ont également été touchés. De plus, les rapports font état de perturbations dans la livraison d'électricité et de l'eau.

L'aide humanitaire distribuée par le HCR permettra notamment à plus de 5.000 familles de se procurer du matériel pour réparer d'urgence leurs maisons, a salué M. Edwards.

L'accès à la zone de conflit avait été considérablement restreint au cours des dernières semaines, a-t-il ajouté, précisant que le HCR prévoit d'acheminer d'autres convois transportant de l'aide dans les prochaines semaines, une priorité pour l'agence à l'approche imminente de la saison froide.

La semaine dernière, le HCR a également fourni une assistance à plus de 1.500 personnes dans les zones contrôlées par le gouvernement, a par ailleurs précisé le porte-parole du HCR.

Menacée de « dé-développement », Gaza pourrait devenir inhabitable d'ici 2020, selon l'ONU



1 septembre - Gaza pourrait devenir inhabitable d'ici 2020 si rien n'est fait pour enrayer le « dé-développement » actuel du territoire palestinien, indique un nouveau rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), publié mardi.

En plus des huit ans d'embargo économique israélien, la bande de Gaza a subi trois opérations militaires au cours des six dernières années qui ont diminué sa capacité d'exportation et de production pour le marché intérieur, et ravagé ses infrastructures déjà affaiblies, a déclaré la CNUCED dans un communiqué de presse annonçant la publication du rapport.

Cette étude met en évidence les graves conséquences des crises d'accès à l'eau et à l'électricité causées par les destructions d'infrastructures durant le conflit de l'été 2014 qui a opposé Israël au Hamas. Le rapport indique notamment que 1,8 million d'habitants à Gaza dépendent d'aquifères côtiers pour l'essentiel non potables afin de s'approvisionner quotidiennement en eau.

Environ 500.000 personnes ont été déplacées à Gaza suite au conflit de juillet et août 2014, estime par ailleurs le rapport, qui fait également état de pertes économiques graves à Gaza, y compris la destruction ou la détérioration de plus de 20.000 maisons, 247 usines, 148 écoles, 15 hôpitaux et 45 centres de soin médicaux. En 2014, ajouté l'étude, le chômage dans la bande de Gaza a atteint un niveau sans précédent (44 %), et l'insécurité alimentaire a touché 72% des personnes à Gaza.

Selon le rapport, sans compter les pertes en vies humaines, les pertes matérielles et économiques directes engendrées par les opérations militaires successives qui ont eu lieu à Gaza entre 2008 et 2014 sont près de trois fois supérieures au PIB du territoire. Cependant, le rapport de la CNUCED ne tient pas compte des pertes économiques indirectes et de la chute de la productivité, qui risquerait d'alourdir ce bilan.

Le rapport dénonce également le fait que, de janvier à avril 2015, Israël a gelé près de 700 millions de dollars de recettes fiscales devant être reversées aux autorités de Gaza, ce qui contribue à l'aggravation de la crise budgétaire que traverse l'Autorité palestinienne.

Afin de tenter de mettre fin à l'appauvrissement et au « dé-développement » de Gaza, le rapport de la CNUCED insiste sur la nécessité d'accélérer la reconstruction du territoire et sur l'importance des pays donateurs.

Le rapport avertit cependant que le soutien des donateurs « reste une condition nécessaire mais non suffisante » pour renverser la tendance actuelle.

En effet, seul une levée du blocus israélien permettrait véritablement de remettre Gaza sur la voie du développement, estime le rapport.

Yémen: l'ONU s'inquiète de la forte augmentation des victimes civiles



1 septembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé mardi sa préoccupation face à la forte augmentation du nombre de victimes civiles du conflit, notamment dans le gouvernorat de Ta'izz.

« Nous sommes alarmés par la forte augmentation du nombre de victimes civiles à Ta'izz au cours des dernières semaines, ainsi que par la situation humanitaire intenable, aggravée par le blocage des voies d'approvisionnement de la ville de Ta'izz par les Comités

populaires affilié aux Houthis », a déclaré une porte-parole du HCDH, Cécile Pouilly, lors d'un point de presse à Genève.

Au cours des deux dernières semaines, selon les informations recueillies par le HCDH, 95 civils auraient été tués et 129 blessés à Ta'izz, dont 53 dans une série de frappes aériennes lancées le 20 août dernier par la coalition menée par l'Arabie saoudite. Les 42 autres victimes civiles auraient été tuées par des francs-tireurs ou dans des bombardements perpétrés par des membres des Comités populaires affiliés aux Houthis.

La porte-parole s'est également déclarée préoccupée par le quasi-effondrement du système de soins de santé à Ta'izz, où les six hôpitaux publics ne sont plus opérationnels, soit parce qu'ils se trouvent au beau milieu des combats, soit parce que les Comités populaires affiliés aux Houthis ont établi des positions militaires à proximité, faisant craindre au personnel hospitalier d'être pris dans les violences. Quant aux petits hôpitaux privés, a précisé Mme Pouilly, ils sont débordés par le nombre de patients gravement blessés et par l'épidémie de dengue qui se répand dans la région.

« Entre l'escalade du conflit armé le 26 mars et le 27 août, nous avons documenté environ 6.631 victimes civiles, dont 2.112 morts et 4519 blessés », a indiqué la porte-parole, précisant que ces chiffres sont sans doute en dessous de la réalité.

« Nous sommes aussi très préoccupés par l'impact désastreux sur la situation humanitaire des attaques menées par les forces de la coalition sur le port de Hodeidah, qui constitue un point d'entrée clé pour l'aide humanitaires et les importations commerciales au Yémen », a déclaré la porte-parole, exhortant toutes les parties à permettre le passage sans entrave de l'aide humanitaire.

Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne une attaque meurtrière contre une base de l'AMISOM



1 septembre - Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie, Nicholas Kay, a fermement condamné mardi une attaque perpétrée dans la journée contre la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Dans un communiqué de presse rendu public à Mogadiscio, M. Kay a condamné l'attaque meurtrière perpétrée par des militants d'Al-Chabab contre la base de l'AMISOM de Janaale, dans la région de Lower Shabelle, occupée par les troupes du contingent ougandais.

« Je transmets mes plus sincères condoléances aux familles qui ont perdu des êtres chers dans l'attaque d'aujourd'hui ainsi qu'aux peuples et gouvernements de l'Ouganda et de la Somalie », a déclaré le Représentant spécial.

« Ces soldats de la paix courageux ont sacrifié leurs vies en l'honneur des efforts en cours pour apporter une paix durable et la sécurité en Somalie », a-t-il ajouté.

M. Kay a renouvelé le soutien indéfectible de l'ONU envers le peuple somalien, la Mission de l'Union africaine en Somalie et les forces de sécurité somaliennes dans leurs efforts pour vaincre Al-Chabab et parvenir à une paix durable dans le pays.

L'ONU franchit une nouvelle étape vers l'adoption du futur programme de développement



1 septembre - Alors que l'Assemblée générale des Nations Unies a franchi dans la matinée de mardi une nouvelle étape vers l'adoption d'un nouveau programme de développement pour l'après-2015, le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, a appelé les Etats à faire preuve d'un engagement fort dans la mise en œuvre du futur programme.

« Nous avons parcouru un long chemin ensemble pour parvenir à ce tournant », a déclaré M. Ban à l'occasion du vote par les Etats membres de l'ONU d'une résolution autorisant la transmission du document final du nouveau programme de développement pour l'après-

2015 à la 70ème session de l'Assemblée générale. Intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », ce document final sera ensuite adopté par les dirigeants mondiaux lors du Sommet qui sera organisé à cet effet du 25 au 27 septembre 2015 à New York.

« Depuis 15 ans, notre poursuite du développement a été inspirée par huit Objectifs du Millénaire pour le développement [OMD] qui ont symbolisé notre ambition d'éradiquer l'extrême pauvreté et des fléaux sociaux épouvantables », a poursuivi le chef de l'ONU.

Le document final du futur programme de développement durable qui sera adopté fin septembre dans le but de mettre fin à la pauvreté d'ici 2030 est le fruit « d'une réflexion, de consultations et de négociations internationales sans précédent », a salué le Secrétaire général, soulignant l'atmosphère de dialogue constructif qui l'a rendu possible.

« Ce programme marque un changement de paradigme. Il complète le travail inachevé des OMD, élève note niveau d'ambition et aborde les questions et les défis émergents. Il reconnaît l'étroite interdépendance des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable », s'est félicité M. Ban.

Selon le Secrétaire général, le nouveau programme innove également dans la façon dont il relie la paix et le développement durable, en soulignant le rôle central de l'État de droit, des institutions responsables et de l'accès à la justice, tout en donnant la priorité aux personnes vulnérables et marginalisées dans le but de ne « laisser personne de côté ».

« Le programme de développement durable pour 2030 est un accord dont vous pouvez être fiers », a-t-il affirmé, tout en avertissant que sa mise en œuvre exigera un engagement fort de la part de toutes les parties prenantes, ainsi que des données chiffrées et indicateurs de suivi fiables pour mesurer les progrès.

« Je vous exhorte à continuer à faire preuve de la même détermination, flexibilité et vision dont vous avez fait preuve en adoptant le nouveau programme de développement », a appelé M. Ban.

Le Secrétaire général a fait part de sa satisfaction face au fait que 150 dirigeants du monde entier, ainsi que le Pape Francis, participeront au Sommet fin septembre à New York en vue d'adopter le Programme de développement durable.

De son côté, le Président de l'Assemblée générale, Sam Kutesa, a remercié « la société civile, les organisations non gouvernementales, les groupes principaux, les parlementaires, le secteur privé, les jeunes, les autorités locales, les universitaires, les organisations philanthropiques et tous les intervenants qui ont fourni de précieuses contributions » pour parvenir à cet instant.

« Les 17 Objectifs de développement durable (ODD), la principale composante du nouveau programme de développement, sont exhaustifs et abordent les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable d'une manière intégrée », a salué M. Kutesa.

Syrie : l'UNESCO consternée par la destruction du temple de Bel à Palmyre



1 septembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a exprimé mardi son profond désarroi face à la destruction du temple de Bel, à Palmyre, en Syrie, l'un des plus importants monuments religieux du Ier siècle en Orient.

« La destruction de Palmyre constitue un crime intolérable contre la civilisation mais n'effacera jamais 4.500 ans d'Histoire », a déclaré la Directrice générale dans un communiqué de presse. « Il est fondamental d'expliquer l'Histoire et la signification des temples de Palmyre. Quiconque a vu Palmyre garde à jamais le souvenir d'une ville qui porte en elle la dignité de tout le peuple syrien, et qui incarne les plus hautes aspirations de l'humanité », a-t-elle ajouté.

Mme Bokova a ajouté que « chacune de ces attaques nous appelle à partager encore davantage le patrimoine de l'humanité, dans les musées, dans les écoles, dans les médias, à la maison ».

« Cette énergie de la culture est plus forte que tous les fanatismes et rien ne peut l'étouffer », a-t-elle ajouté.

Face à ce nouveau crime de guerre, la Directrice générale de l'UNESCO a réaffirmé sa détermination à poursuivre la protection de ce qui peut être sauvé, par une lutte sans merci contre le trafic illicite des objets culturels, par la documentation et la mise en réseau des milliers d'experts, en Syrie et dans le monde, qui s'emploient à favoriser la transmission de ce patrimoine aux générations futures, y compris par les moyens technologiques modernes.

Selon les rapports de témoins oculaires, confirmés par l'imagerie satellite de l'agence UNOSAT, le temple de Bel à Palmyre, l'un des monuments les plus emblématiques de ce site du patrimoine mondial, a été détruit le 30 août dernier au moyen d'explosifs, a regretté Mme Bokova.

Il s'agissait de l'un des temples les mieux conservés et les plus imposants de Palmyre, affichant une synthèse de l'ancien Proche-Orient et de l'architecture gréco-romaine. Le grand temple de Bel est l'un des plus importants monuments religieux du Ier siècle en Orient de par sa conception unique. Le traitement de la sculpture et de la gravure de l'arc monumental par lequel on pénètre dans la cité depuis le grand temple constitue un rare exemple d'art palmyrénien.

Mozambique : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste



1 septembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a demandé mardi l'ouverture d'une enquête sur le meurtre d'un journaliste au Mozambique.

Paulo Machava, rédacteur en chef et journaliste mozambicain d'investigation pour le site d'actualité *Diario de Noticias*, a été abattu par des inconnus le 28 août dernier à Maputo, la capitale du pays. Il avait auparavant travaillé pour *Rádio Moçambique* et l'hebdomadaire *Savana*.

« J'appelle les autorités du Mozambique à prendre des mesures immédiates pour faire toute la lumière sur ce crime », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse.

« Les armes ne doivent pas réduire au silence les médias et priver la population de l'information pluraliste à laquelle elle a droit », a-t-elle ajouté.

La Directrice générale de l'UNESCO publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias.

Une liste complète des journalistes assassinés ayant fait l'objet d'une condamnation par l'UNESCO est disponible en ligne.

L'Assemblée générale de l'OMT mettra le développement durable à l'honneur



le Secrétaire général de l'OMT, Taleb

Rifai. Photo: OMT

1 septembre - La capacité du tourisme à favoriser le développement pour tous et la transformation sociale constituera le thème central de la 21^{ème} session de la prochaine Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) à Medellín, en Colombie, a annoncé mardi l'agence de l'ONU.

L'Assemblée, qui se réunit tous les deux ans, aura lieu du 12 au 17 septembre 2015, alors que le secteur touristique est en plein essor, a déclaré l'OMT dans un communiqué de presse rendu public à Madrid.

« Après cinq années consécutives d'une croissance soutenue, le tourisme se révèle un moteur capital de la reprise économique dans de nombreuses régions du monde en étant la source de devises étrangères, d'emplois et d'investissements », s'est félicité l'agence.

En 2014, en dépit de difficultés diverses, le tourisme international a affiché de nouveaux records puisque 1.133 millions de touristes ont parcouru la planète et ont produit 1.500 milliards de dollars en recettes d'exportation, a précisé l'OMT.

La Colombie accueillera l'Assemblée générale de l'OMT pour la deuxième fois, après Cartagena de Indias en 2007. La rencontre devrait rassembler plus de 800 représentants des Etats membres de l'OMT, du secteur privé et du monde universitaire.

« Je suis certain que la Colombie et Medellín nous offriront une occasion unique de partager nos points de vue sur les importantes mutations que connaît le secteur touristique, de mieux relever les défis qui se présentent à nous et d'exploiter pleinement l'immense potentiel qu'offre le tourisme pour qu'il devienne un vrai instrument au service d'une transformation positive du monde », a déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai.

Cette année, l'Assemblée coïncidera en outre avec un moment charnière pour la communauté internationale qui s'apprête à adopter des objectifs universels de développement durable, dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015.

Parmi les points forts de la future Assemblée, le Forum conjoint de haut niveau OMT/OACI sur le tourisme et le transport aérien au service du développement mettra l'accent sur l'utilité d'un resserrement de la coopération entre le transport aérien et le tourisme pour optimiser les retombées des deux secteurs sur l'emploi, la croissance pour tous et le développement durable. Le Forum, auquel participeront tous les délégués, sera animé par le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai, et le Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Fang Liu, avec le concours de Richard Quest, présentateur à CNN de Quest Means Business.